

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2138>



Le pouvoir à l'assaut du contrat social

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - La fabrique de l'opinion publique - Le pouvoir -



Date de mise en ligne : samedi 29 avril 2023

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Il y a quelque chose de pourri dans la vie politique en France aujourd'hui. On peut discuter sans fin quant à la pertinence d'une réforme des retraites. Mais il restera toujours évident que la question principale était la volonté d'Emmanuel Macron d'affirmer son pouvoir, de passer en force en anéantissant toute contestation. En ce sens, la motion de censure interrogeait avant tout sur la légitimité d'un pouvoir à bout de souffle.

Les thuriféraires du Président, au travers de leur logorrhée informatique, montrent leur volonté pathétique de justifier l'injustifiable. Pour autant, il ne suffit pas, comme le proclament des centaines de tweets, de posts, ... de déclarer que le Président tient son programme (qui d'ailleurs n'existe pas) ou s'appuie sur des votes démocratiques (qui méritent vraiment analyse). Comme il ne suffit pas de protester contre l'usage des casseroles ou de condamner quelques gestes certes excessifs pour rétablir une confiance bien nécessaire en démocratie.

Emmanuel Macron tente une fois de plus d'utiliser le pas de côté pour se rétablir. Il prétendra retrouver le dialogue avec les Français non pas pour débattre du fond, mais pour combattre l'image d'isolement de plus en plus fort qui l'assaille. C'est pourquoi lui-même autant que ses fidèles inversent la question en prétendant isoler les citoyens furieux contre leur Président. Ainsi Macron lorsqu'il évoque le « *sentiment de déclasserment ou d'abandon* », tentative pitoyable pour psychologiser les réactions des citoyens. Ainsi Gabriel Attal lorsqu'il tente de mépriser les manifestants en prétendant parler à « *ceux qui travaillent contre ceux qui accueillent les ministres* ». Ainsi encore lorsqu'Elisabeth Borne « *regrette qu'il n'y ait pas de dialogue* ».

Et c'est dans ce contexte malheureusement classique désormais qu'Emmanuel Macron décide souverainement qu'il rétablira la confiance, le dialogue, bref une sorte de contrat social minimal, en cent jours. Ça commence mal !